



TURQUIE - cinquantenaire.

Dans tous les pays du vieux monde les intérêts capitalistes sont mis en cause par la montée du mouvement ouvrier et anti-impérialiste. Au moment où l'internationalisation de la production et des forces productives s'accélère, les contradictions inter-impérialistes s'aggravent et s'accumulent en faveur des "plus grands".

Les formes nouvelles d'exploitation capitaliste et de répression sont entreprises dans de nombreux pays du capitalisme avancé et imposées par les puissances impérialistes aux pays rendus sous-développés et appliquées par les forces réactionnaires de ces mêmes pays.

Les "réformes sociales" en Turquie, les "Réformes constitutionnelles" entreprises en Grèce et en Turquie font partie intégrante du plan suivant lequel il faudrait renforcer le "monde libre" et sauvegarder à tout prix la "libre entreprise". Ce n'est pas pour la première fois depuis le coup de force des généraux du 12 mars 1971 que l'on parle des "réformes en Turquie, tout particulièrement de la ~~la~~ "réforme agraire". Au cours de 50 ans de la République, le peuple de Turquie les a exigé de l'oligarchie financière et terrienne. Et à chaque fois le paysan de Turki, le "véritable maître de la nation", expression formulée par Atatürk, s'est appauvri et désorganisé encore plus. Un seul objectif ~~domine~~ domine toutes ces calomnies de progrès social : "occidentalisation". Ce terme au caractère authentiquement petit-bourgeois (1) était en réalité imposé et manipulé par les puissances colonialistes.

Durant toute cette longue période le "mouvement occidentaliste" structuré par Atatürk n'a été et n'est qu'un piège tendu par les puissances impérialistes pour étouffer et détourner les aspirations du développement social et national du peuple de Turquie. Aujourd'hui cette réalité est confirmée plus que jamais par la candidature de la Turquie au Marché Commun (2). Historiquement parlant, le "traité commercial anglo-ottoman" en 1838, conclu au nom des "réformes d'occidentalisation", avait supprimé tous les moyens économiques et politiques du développement et paralysé la quasi-totalité de l'industrie manufacturière de textile, etc.

Une certaine partie de l'intelligentsia de gauche (3) incapable de faire une analyse scientifique sur le caractère de propriété des moyens de production à l'échelle nationale et internationale d'une part, sur les rapports entre les entreprises économiques d'Etat et le secteur privé, sur le rôle actuel de l'Etat de Turquie d'autre part soutien encore la thèse d'identification des "réformes sociales" à l'"occidentalisation" qui serait menée par l'Etat.

Cette analyse brève traduisant la particularité de nationale historiquement prouvée des promesses ~~et~~ réformes en Turquie du capitalisme arriéré et dépendant nous permettra d'avoir une vue plus claire sur le sens économique et politique des calomnies du capital-financier sur le développement social.

Pourquoi les "réformes" ?

Depuis qu'un régime dictatorial, du type parlementaire, est instauré en Turquie, tous les actes en matière de "réformes" sociales sont allés de pair avec celles de "réformes



constitutionnelles en maintenant la priorité à la répression armée. Autrement dit "les réformes, oui. Mais avec des changements constitutionnels". Ainsi, les gouvernements de "réformes" et assassins de la Constitution de 1961 pour laquelle et grâce à laquelle le mouvement de gauche avait eu un caractère "légal" et le mouvement populaire et anti-impérialiste s'était renforcé et s'organisait, ont d'abord légalisé leur situation et sur un "terrain nettoyé" ont entrepris la réalisation de ces "réformes" prévues.

Par celles-ci, l'oligarchie financière et terrienne se servait pour 1) masquer sa terreur féroce, 2) détourner les aspirations populaires pour une vie humaine et meilleure et les étouffer, et enfin 3), pour piller sans réserve les fonds publics et les moyens financiers de l'Etat. Le pouvoir répressif aurait souhaité ainsi intégrer les masses travailleuses à cette conspiration capitaliste. C'est-à-dire : réformes à la fois pour les travailleurs et pour la "libre entreprise" locale et internationale.

Le "Parlement" est en vacances. Les préparations officielles pour célébrer le cinquantenaire de la République de Turquie s'avancent (le 29 octobre prochain). Toutes les lois fascistes et les "réformes" envisagées sont adoptées. Comme avait dit le Premier ministre du premier gouvernement "fort" et "neutre", M. Etim, la réalisation de l'état de siège sans l'état de ~~sk~~ siège s'achève. Le parti de la justice, parti "renversé" par les généraux et de nouveau au pouvoir aujourd'hui, avec le Parti de la confiance Républicaine (C.G.P.) anti-communiste, se félicite de la mise en vigueur de son programme électoral pour 1965-1969 contre lequel s'était opposé un puissant mouvement de masse.

Parlons un peu de ces "réalisations sociales" en



laissant la priorité à la "réforme agraire".

Un dualisme marque la structure agraire de Turquie : d'un côté les fermes capitalistes, privées ou d'Etat, utilisant les moyens modernes de production, mais se trouvant essentiellement dans les régions pourvues d'établissements infrastructuraux (routes, moyens de transports, etc) de l'autre côté des terrains immenses sur lesquels les rapports de production archaïques survivent (le capital usurier et marchand). Sans entrer dans une analyse approfondie, nous soulignons que cette dualité contradictoire, sur le plan du fonctionnement de l'économie dans son ensemble, forme un tout, sinon "l'alliance sacrée" de l'oligarchie ~~financière~~ financière avec l'oligarchie terrienne. Ne serait-ce que pour donner un exemple, le Parti de la Justice, principale formation politique (4) est soutenu et financé par ces classes "modernes" et "archaïques". La campagne constitue encore la réserve de vote de ce Parti.

Les "entreprises" agricoles possédant plus de 101 dönüm (5) forment ~~13,1~~ 13,1% du total des entreprises ; pourtant se sont approprié 52,9 % du total des terrains cultivables. Par contre ceux qui ont entre 1100 dönüms de terre forment ~~86,9~~ 86,9 % de l'ensemble et ne peuvent cultiver que 47,1% des terres cultivables. C'est une première remarque ~~sur~~ sur les rapports de propriété en agriculture.

92 % de la population agricole (6) touche 48 % de l'ensemble du revenu agricole, donc 22 millions de producteurs (66 % de la population totale) reçoit en moyenne ~~77~~ 77 \$ par an. Tandis que 8 % s'accaparent 52 % de ce revenu (1118 \$ par ^{te} personne et par an). Pour donner l'image de cet/injustice

sociale révoltante dans l'ensemble national, il faudrait ajouter que, d'après les statistiques de la Banque Mondiale et à la suite de la dévaluation de 66 % de la livre turque en 1970, aujourd'hui le revenu national annuel par tête d'habitant ne dépasse pas 186 \$ (la livre turque est dévaluée de nouveau de 10 % par rapport au dollar). C'est une deuxième remarque sur le niveau de vie et sur ce ~~qui pourraient~~ que pourraient être les rapports de production.

Une dernière constatation sur les moyens de production utilisés pour la culture agricole peut montrer d'une part le niveau du "développement" technique dans ce secteur ~~qui~~ qui les effets désastreux sur la population agricole en transformant le chômage déguisé en chômage permanent et grâce aussi au fonctionnement de classe du système de crédit, en ~~enivrant~~ ruinant les petits producteurs d'autre part. D'après les chiffres de l'Institut Statistique d'Etat (D.I.E.), en 1950 13 298 000 ha étaient exploités à la charrue (91 % des terres cultivables) et 1 244 000 ha par les tracteurs (soit 9 %). Ces chiffres sont pour 1968 respectivement 17 681 000 ha (73 %) et 2 411 000 ha (27 %) soit 85 745 tracteurs. Actuellement un tracteur (fait partie de l'industrie de montage) coûte plus de 100 000 livres turques.

1. Aucun gouvernement n'est capable de réaliser une véritable réforme agraire tendant d'une part à élever le niveau de vie des millions de paysans pauvres et sans terre avec une large distribution de terre et en les équipant de tous les



moyens techniques, à accroître la productivité et la production en passant à l'agriculture intensive et en organisant la paysannerie d'autre part, sans mettre en cause "l'union sacrée" du capital-financier avec le capital-usurier et marchand. Pour cela il faut un changement radical de politique au service du peuple et du pays. Sinon comme aujourd'hui, demain d'autres "réformes agraires" seront adoptées sans se heurter à l'opposition des grands propriétaires terriens et fonciers.

Cependant ces positions anti-populaires des gouvernements facilitent sinon accélèrent la prise de conscience politique des masses paysannes. La lutte des classes dans la campagne se développe. En dépit d'une ^{terreur} ~~terreur~~ féroce des forces de répression (gendarmerie...), les actions directes, sous forme d'occupations de terres des grands propriétaires terriens et des terrains de l'Etat, de réunions de masses, des marches des champs vers les villes, continuent. On peut même dire que la participation massive des paysans aux assemblées du Parti Républicain du Peuple (C.H.P.), centre-gauche, est une preuve de la fermeté des masses qui se préparent aux luttes encore plus résolues pour la terre, le travail et la liberté.



Prendre deux traits de la nouvelle "réforme agraire" suffira à montrer son caractère de classe. Tout d'abord, 3 millions de familles paysannes sont encore une fois de plus dépourvues de terre. Par un décret le fermage (12 673 familles

et métayage (72 883 familles) prenaient cette fois-ci un caractère juridique. En second lieu, un nouveau terme "entreprise agricole exemplaire" assurait aux gros possédants de terre la protection et les services en équipements de l'Etat.

Un certain capitalisme se "développe" en Turquie. Bien qu'il domine, notamment par le réseau bancaire, les activités économiques son trait marquant c'est qu'il est dépendant; en tenant compte aussi des particularités nationales, se sont les changements effectués dans le système capitaliste mondial qui se répercutent sur la marche boitante du capitalisme turc. Les grandes lignes du III^e plan quinquennal portent la marque de la dominance des puissances impérialistes sur la Turquie, signataire de l'Accord de Rome et futur membre du Marché commun (dans 21 ans). D'après ce plan, chef d'oeuvre des gouvernements du 12 mars, et suivant les estimations officielles, en 1995 la Turquie jouait du niveau de la production et de la structure économique de l'Italie actuelle; le revenu national par tête d'habitant serait de 1500 \$; la part de l'agriculture dans le produit national brut serait baissée de 28 à 10 %, celle de l'industrie et du secteur tiers passerait de 23 à 40 % et de 49 à 50 %. La stratégie économique fixée met en lumière combien ce développement est imposé de l'extérieur : "consacrer tous nos efforts à rechercher comment nous pouvons nous intégrer ~~à~~ à la C.E.E. sans toutefois subir une crise économique" a déclaré



la Chambre d'Industrie d'Istanbul. Pour mieux voir les années 1995, jetons un coup d'oeil au tableau ci-dessous :

	nombre de firmes	capital total	capital étranger	% du capital étranger
Industrie	10	191	116	61
et <i>l'industrie</i>	3	226	163	51
chimie	31	700	385	55
secteur tiers	8	417	257	61
mach. électri.	20	462	228	49
mach. pour moyens de communications	6	674	293	43

(Source : Ministère du Commerce, pour l'année 1972)

Parmi les plus grandes firmes industrielles en Turquie on peut citer "Acierie-Sidérrurgie d'Erègh" associée avec Koppers Associated S.A. (U.S.A.), Tofas, fondée par Fiat, Holding et par la Banque d'Affaires, Goodyear, Uniroyal, Pirelli turc, B.M.C., Chrysler, fondée avec la part de 60 % de Chrysler International, Industrie de Boisson non alcoolisée dépendante de Coca-Cola Export Corporation, Roche, Pfizer, Abbott (pharmaceutique), etc.

Tout particulièrement depuis 2-3 ans, les industriels "nationaux" posent le problème de "l'élargissement du marché" qui ne signifie qu'une soumission quasi-totale au "nouveau" plan Nixon. Cela est vrai même si on reconnaît les contradictions d'intérêts entre les différentes couches de la bourgeoisie locale : une partie contre l'intégration ~~xx~~ à la C.E.E. (pour le moment) et le capital-financier pour.

Pour concrétiser ce problème de "l'élargissement du marché" prenons un exemple : les trois principales firmes de l'industrie automobile (montage), Aradal, Fiat et Renault, produisent en moyenne ~~de~~ 15 000 voitures, tandis que la production moyenne annuelle des entreprises automobiles dans les pays du Marché Commun est aux environs de 100 000. Notons que même ces 15 000 voitures, malgré les facilités, ne trouvent pas de clients.

... et encore une partie de la gauche, dans le seul souci de pouvoir confirmer leur stratégie de la "révolution socialiste" en Turquie ne cesse pas de démontrer à leur manière le "développement capitaliste rapide" en se basant sur le désir déclaré des industriels de la "grande réalisation" du passage de l'~~me~~ industrie de consommation à l'industrie de moyenne production. Cet objectif ne peut être réalisé que par la main-mise d'un Etat démocratique et progressiste sur les principaux moyens de production et sur les banques, par le contrôle et la participation effective des masses populaires organisées sur ceux-ci.

Toujours dans le cadre des "réformes sociales et politiques" de nouvelles lois économiques ont ^{fourni} ~~créé~~ des privilèges sans précédent au grand capital local et international.

Il s'agit notamment de la "loi des mesures d'encouragement" qui aurait comme but ~~de~~ "d'élargir les investissements industriels vers les régions arriérées du pays et d'accélérer l'industrialisation afin de créer les conditions d'une concurrence rationnelle avec les pays du Marché Commun". En réalité,



ne bénéficieront de ces mesures que les firmes qui peuvent faire des investissements de plus de 100 millions de livres. Leur nombre est de 160. Pour une période de 10 ans, sur les profits réalisés, ces firmes ne paieront pas d'impôts. Les impôts douaniers ne leur seront pas appliqués. ~~Depuis~~ De plus 2 % du personnel utilisé ~~pourrait être des éléments~~ peut être étranger et dans ce cas la firme bénéficiera d'une réduction de 50 % en matière de paiement~~s~~ des salaires du personnel. Pour l'année 1970, le salaire total payé aux éléments techniques nationaux est de 237 millions de livres, alors que cette somme est de 1 milliard 343 millions de livres pour les éléments techniques étrangers. D'après une enquête de la "Chambre des Ingénieurs d'Electricité", 62% du total des éléments techniques ont une tendance pour travailler à l'étranger. En outre, avec cette loi, l'Etat s'engage à acheter "pour une certaine période" les produits de ces firmes, à ~~les~~ leur vendre les produits des entreprises d'Etat à des prix "raisonnables".

M. Vehbi Koç, chef des industriels turcs et représentant de 42 entreprises étrangères en Turquie exprimait son grand désir devant les écrans de la télévision : il faut "créer les possibilités de faire dire à un citoyen ayant une action de 1000 livres que "cette usine est sa propriété". Voilà le but essentiel du capital-financier : piller les fonds publics, utiliser tous les moyens de l'Etat et ce faisant, entreprendre tous les changements politiques ("purification" des organismes d'Etat) et intégrer les masses populaires dans



leur système d'exploitation et de répression économique et politique.

Toute cette situation répond parfaitement aux exigences des puissances impérialistes qui ont mis à leur ordre du jour le "nouveau partage du monde".

Cependant le mécontentement populaire augmente et sa ^{les actions directes,} manifeste encore plus clairement bien que ~~les actions directes,~~ les grèves avec occupation d'usines, d'universités, de locaux et de terres, ~~se~~ soient réduites en quantité, la clarté se fait jour sur les tactiques de lutte et d'organisation à entreprendre. Dans les conditions actuelles d'une répression féroce, les opportunistes de gauche et de droite se dénoncent ~~ex~~ eux-mêmes en se coupant des masses. Les tendances aventuristes s'isolent de l'ensemble du mouvement populaire et du mouvement socialiste, n'ont de prestige que parmi les éléments petit-bourgeois. Les défenses ^{de gauche faites} devant les tribunaux militaires ont confirmé les analyses scientifiques faites bien avant le coup d'Etat : dénonciation abandon de la lutte et regagner les rangs du prolétariat sur des bases du socialisme scientifique.

Dans k l'état actuel des ~~enxex~~ conflits de ~~enx~~ classe extrêmement aigus, en premier lieu, il faut lutter pour créer l'organisation politique révolutionnaire du prolétariat.

Sans la direction politique organisée et importante du prolétariat, il est impossible de mettre en marche l'union nécessaire de la gauche, l'alliance démocratique de la gauche avec les organisations et les forces démocrates. Seule une



telle direction peut réaliser l'alliance solide de la classe ouvrière avec la paysannerie et toutes les couches soumises à l'agression du capital-financier. Cependant, il n'est pas exclu d'attendre de grandes manifestations de masses spontanées contre la hausse du coût de la vie et le chômage.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARASTIRMA VAKFI

TÜSTAV

